



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Autorité cantonale de la transparence, de la
protection des données et de la médiation ATPrDM
Kantonale Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz
und Mediation ÖDSMB

La préposée à la transparence et à la protection des
données

Rue des Chanoines 2, 1700 Fribourg

T +41 26 322 50 08

www.fr.ch/atprdm

—
Réf. : MS/al 2023-FP-19

PRÉAVIS – FriPers

du 19 mars 2024

sur la demande d'accès indirect

du 6 février 2024

déposée par la Croix-Rouge fribourgeoise

I. Préambule

Vu

- les articles 16, 16a et 17a de la Loi cantonale du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (ci-après : LCH ; RSF 114.21.1) ;
- l'article 3 de l'Ordonnance cantonale du 14 juin 2010 relative à la plateforme informatique contenant les données des registres des habitants (RSF 114.21.12) ;
- la Loi cantonale du 22 octobre 2023 sur la protection des données (ci-après : LPrD ; RSF 17.1) ;
- le Règlement du 29 juin 1999 sur la sécurité des données personnelles (ci-après : RSD ; RSF 17.15) ;
- la Loi cantonale du 16 novembre 1999 sur la santé (ci-après : LSan ; RSF 821.0.1) ;
- le Règlement cantonal du 14 juin 2004 concernant la promotion de la santé et la prévention (ci-après : RPSP ; RSF 821.0.11),

l'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (ci-après : ATPrDM) formule le présent préavis concernant la requête déposée le 19 février 2024 par la Croix-Rouge fribourgeoise (ci-après : la requérante ou la Croix-Rouge) auprès du Service de la population et des migrants (ci-après : le SPoMi) et transmise à l'ATPrDM le 29 février 2024. Cette requête consiste en une demande d'accès indirect à la plateforme informatique cantonale contenant les données des registres des habitants du canton (ci-après : FriPers).

Pour rendre ce préavis, l'ATPrDM s'est fondée sur les éléments qui ressortent du formulaire A1 (V10) de demande d'accès à des données des registres des habitants au moyen de FriPers signée le 6 février 2024 par la requérante, sur le mandat de prestations d'aide et de conseil aux familles pour le développement de chaque enfant signé le 29 mai 2020 et ses annexes 1 à 3, ainsi que sur un document intitulé « Liste des communes CRF », remis par la requérante au SPoMi.

Il ressort du formulaire A1 (V10) que la requérante requiert l'accès indirect aux caractères **3, 4, 11, 29, 31, 44, 45, 46 et 48** des habitants établis dans les districts de la Broye, de la Gruyère et de la Sarine-Campagne. Pour ce dernier district, il faut comprendre les communes appartenant au district de la Sarine, à l'exception de la commune de Fribourg.

Le but du préavis est de vérifier la licéité du traitement sous l'angle de la protection des données. Conformément à la liste des caractères accessibles annexée, seul l'accès aux caractères nécessaires à la tâche est admis. La numérotation se réfère également à cette liste.

II. Licéité du traitement

1. Licéité quant à la base légale et quant à la finalité

Conformément aux articles 14 et 17 LPrD, la communication régulière des données personnelles de la plate-forme informatique cantonale contenant les données des registres des habitants (FriPers) se fonde sur une base légale, soit les articles 16a et 17a LCH lorsque le destinataire est une personne privée chargée d'une tâche publique.

En outre, le principe de la finalité demande que les données soient traitées conformément à l'article 1 LCH (art. 7 LPrD).

2. Licéité quant à la proportionnalité

Les articles 8 LPrD et 16a LCH prévoient que les autorités et administrations publiques accèdent aux données de la plateforme FriPers nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches dans le respect du principe de la proportionnalité.

2.1 Description de l'accomplissement de la tâche

- > À l'appui de sa demande d'accès datée du 6 février 2024, la requérante a produit un mandat de prestations d'aide et de conseil aux familles pour le développement de chaque enfant conclu avec le Service de la santé publique de l'État de Fribourg.
- > Il ressort en substance de ce contrat que la requérante est chargée de mettre en place plusieurs mesures en faveur d'enfants âgés entre 0 et 4 ans et de leurs parents. Ces mesures visent à :
 - encourager une alimentation saine et une activité physique régulière (annexe 1 du mandat) ;
 - favoriser un équilibre psychoaffectif (annexe 2 du mandat) ; et
 - prévenir les maladies et les accidents (annexe 3 du mandat).
- > Il convient à ce stade d'examiner si ces mesures s'insèrent dans l'accomplissement d'une tâche légale et si leur exécution peuvent faire l'objet d'une délégation de l'État à une personne privée.
- > L'article 1 alinéa 1 LSan précise que la présente loi régit les soins et les autres activités exercées dans le domaine de la santé par des personnes physiques ou morales, de droit privé ou de droit public. L'article 1 alinéa 3 lettre b LSan ajoute que la loi définit les mesures de promotion de la santé et de prévention.

- > Les articles 7 alinéas 1, 3 et 4 et 9 LSan définissent les autorités compétentes en matière de santé et leurs tâches. En substance, la Direction compétente en matière de santé est chargée d'appliquer les lois dans le domaine de la santé et elle dispose notamment du Service de la santé publique comme organe d'exécution.
- > Selon l'article 24 LSan, la promotion de la santé a pour but d'améliorer la santé des individus en particulier et de la population en général. La promotion est un processus qui vise à encourager des habitudes et des conditions de vie favorables à la santé. Dans le même sens, l'article 7 RPSP précise que la Direction encourage les mesures de promotion de la santé et de prévention dans la limite des crédits budgétaires et afin d'assurer la mise en œuvre du plan de promotion de la santé. Elle stimule en particulier la recherche en la matière et peut apporter son soutien à des projets spécifiques.
- > Pour atteindre ce but, l'État peut prendre des mesures. L'article 26 alinéa 1 lettres a et g LSan prévoit notamment les mesures suivantes :
 - l'information et l'éducation de la population sur la santé et ses facteurs d'influence, ainsi que sur les problèmes de santé, notamment dans le but de développer les responsabilités individuelle, familiale et collective ainsi que de favoriser une alimentation saine et une bonne hygiène de vie (let. a) ; et
 - l'aménagement de conditions de vie favorables à la santé (let. g).
- > Il convient encore d'ajouter que l'article 29 alinéas 1 et 2 LSan institue à l'État d'autres obligations. Ainsi, l'État encourage les mesures d'encadrement parental et infantile visant à permettre à chaque enfant de naître et de se développer dans les meilleures conditions de santé possible. Il soutient en particulier les mesures d'aide et de conseils aux futurs parents et aux familles. L'article 33 LSan précise que l'État soutient les projets de promotion de la santé mentale et de prévention des troubles de développement et des maladies mentales.
- > Enfin, l'article 26 alinéa 2 LSan prévoit que la conception, la réalisation et l'évaluation de ces mesures font l'objet de projets spécifiques qui peuvent être réalisés par des organismes publics ou privés.
- > En synthèse, l'État est chargé d'améliorer la santé de la population en général en encourageant des habitudes et des conditions de vie favorables à la santé. Pour atteindre ce but, il peut prendre les mesures utiles selon la LSan, étant précisé que ces mesures peuvent être déléguées à des personnes privées.

2.2 Nécessité de l'accès

Il convient ainsi à ce stade d'examiner la nécessité d'accès indirect aux caractères **3, 4, 11, 29, 31, 44, 45, 46 et 48** concernant les personnes établies dans les districts **de la Broye, de la Gruyère et de la Sarine-Campagne**.

Les caractères 3, 4 et 11 contiennent respectivement le nom officiel, le nom de célibataire et le prénom usuel. Il s'agit d'une information nécessaire pour identifier les personnes et pour leur adresser les correspondances nécessaires à l'accomplissement des tâches. La requérante justifie la nécessité de l'accès au nom de célibataire par le fait que « les enfants ont soit le nom de famille du père ou de la

mère et selon le nom écrit sur la boîte aux lettres, le courrier n'est pas distribué si le nom n'y figure pas ». Il n'y a pas lieu de remettre en cause cette appréciation.

Les caractères 29 (commune de domicile secondaire) et 31 (adresse postale) sont nécessaires pour l'envoi de la correspondance visant à informer les bénéficiaires du catalogue de prestations proposées par la requérante. La commune de domicile secondaire permet également d'envoyer le courrier lorsque l'habitant dispose de plusieurs adresses dans le canton.

Les caractères 44 (nom des enfants mineurs), 45 (prénom des enfants mineurs), 46 (date de naissance des enfants mineurs) et 48 (sexe des enfants mineurs) sont des données indispensables pour l'accomplissement des tâches. En effet, ces données permettent à la requérante de ne s'adresser qu'aux parents qui ont des enfants âgés de 0 à 4 ans. Le sexe permet de faciliter la prise de contact et d'adapter en fonction du sexe de l'enfant le contenu de la correspondance et des prestations à proposer.

Compte tenu du fait que la requérante exécute des tâches légales, confiées par l'État, et du fait que l'exécution de ces tâches nécessitent l'accès à certaines données personnelles des bénéficiaires des mesures, l'accès aux caractères 3, 4, 11, 29, 31, 44, 45, 46 et 48 peut être accordé à la requérante. Toutefois, cet accès devra être limité qu'aux communes des districts de la Broye, de la Gruyère et de la Sarine, à l'exclusion de la Ville de Fribourg, comme l'a demandé la requérante. En outre, dans la mesure où seuls les parents d'enfants âgés entre 0 et 4 ans peuvent bénéficier des prestations de la requérante, l'accès devra également être restreint dans ce sens.

Il convient encore de relever que le contrat de mandat produit dans le cadre de cette procédure de préavis est de durée déterminée. Sa fin est prévue au 31 décembre 2024, de sorte que l'accès à FriPers devra être limité à cette date, à charge pour la requérante de renouveler sa demande d'accès FriPers en cas de prolongation du mandat.

Enfin, le contrat prévoit que la requérante est libre de fournir des prestations ou de déployer des activités non subventionnées par la Direction de la santé et des affaires sociales, pour autant qu'il n'en résulte pas de conflits d'intérêt. La consultation des données FriPers pour l'exécution de ces tâches, qui ne sont pas fondées sur une base légale, n'est pas autorisée. Ainsi, la requérante devra s'engager à ne pas consulter les données extraites de FriPers pour ses autres activités.

En résumé, la préposée est d'avis que l'accès indirect aux caractères 3, 4, 11, 29, 31, 44, 45, 46 et 48 concernant les parents d'enfants âgés de 0 à 4 ans et établis dans les districts de la Broye, de la Gruyère et de la Sarine, sans la Ville de Fribourg, peut être autorisé jusqu'au 31 décembre 2024. Cette autorisation pourra être prolongée, sur demande de la requérante, de la même durée que la durée du mandat conclu entre la requérante et l'État de Fribourg.

III. Conclusion

L'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation émet un préavis **favorable** à la demande d'**accès indirect** déposée par la Croix-Rouge fribourgeoise aux caractères **3, 4, 11, 29, 31, 44, 45, 46 et 48** concernant les personnes ayant des enfants **âgés entre 0 et 4 ans** et établies dans les districts **de la Broye, de la Gruyère et de la Sarine à l'exception de la Ville de Fribourg** enregistrés dans la plateforme informatique cantonale contenant les données des registres de habitants (FriPers), **limité jusqu'au 31 décembre 2024**, prolongeable de la même durée que la durée du mandat de prestations d'aide et de conseil aux familles pour le développement de chaque enfant.

IV. Remarques

- > Les dispositions légales pertinentes doivent être respectées, notamment celles en matière de protection des données. Les données qui sont accessibles à la direction requérante ne doivent être consultées que pour l'accomplissement de ses tâches. Les dispositions pénales sur le secret de fonction s'appliquent : les données consultées ne doivent pas être communiquées à d'autres organes publics ou à des personnes privées.
- > Toute modification de l'accès devra être annoncée et notre Autorité se réserve le droit de modifier son préavis.
- > Les dispositions figurant aux articles 50 alinéa 1 lettre f, 54 alinéa 1 lettre k, 57 et 58 LPrD sont réservées.
- > Le présent préavis sera publié.

Martine Stoffel

Préposée cantonale à la transparence et à la protection des données

Annexe

—

Liste des caractères

V. Annexe

| A cocher | Caractères | Disponibilités selon mode d'accès | | | | Raisons | Bases légalés | Visa ATPrDM |
|-------------|-------------------------------------|-------------------------------------|----------------|------|-------------------------------------|---------|------------------|----------------|
| | | Consul- tation | Téléchargement | | Inter- façage (RE- WS) | | | |
| | | | .csv | .xml | | | | |
| 1 | <input type="checkbox"/> | Identifiant communal de la personne | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 2 | <input type="checkbox"/> | Numéro d'assuré AVS (NAVS13) | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | Nom officiel | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | ✗ |
| 4 | <input checked="" type="checkbox"/> | Nom de célibataire | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | ✗ |
| 5 | <input type="checkbox"/> | Nom d'alliance | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 6 | <input type="checkbox"/> | Nom selon le passeport étranger | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 7 | <input type="checkbox"/> | Nom alias | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 8 | <input type="checkbox"/> | Autres nom | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 9 | <input type="checkbox"/> | Nom selon déclaration | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 10 | <input type="checkbox"/> | Prénoms officiels | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 11 | <input checked="" type="checkbox"/> | Prénom usuel | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | ✗ |
| 12 | <input type="checkbox"/> | Prénoms selon passeport étranger | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 13 | <input type="checkbox"/> | Prénoms selon déclaration | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 14 | <input type="checkbox"/> | Date de naissance | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 15 | <input type="checkbox"/> | Lieu de naissance | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 16 | <input type="checkbox"/> | Sexe | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 17 | <input type="checkbox"/> | Etat civil | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 18 | <input type="checkbox"/> | Date d'événement d'état civil | ✓ | • | ✓ | ✓ | | |
| 19 | <input type="checkbox"/> | Date de décès | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 20 | <input type="checkbox"/> | Nationalité | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 21 | <input type="checkbox"/> | Lieux d'origine | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 22 | <input type="checkbox"/> | Type d'autorisation | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 23 | <input type="checkbox"/> | Commune d'annonce | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 24 | <input type="checkbox"/> | Relation d'annonce | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 25 | <input type="checkbox"/> | Date d'arrivée | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 26 | <input type="checkbox"/> | Lieu de provenance | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 27 | <input type="checkbox"/> | Date de départ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 28 | <input type="checkbox"/> | Lieu de destination | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 29 | <input checked="" type="checkbox"/> | Communes de domicile secondaire | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | ✗ |
| 30 | <input type="checkbox"/> | Commune de domicile principal | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 31 | <input checked="" type="checkbox"/> | Adresse postale | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | ✗ |

| A cocher | Caractères | Disponibilités selon mode d'accès | | | | Raisons | Bases légalés | Visa ATPrDM |
|-------------|-------------------------------------|--|----------------|------|---------------------------------|---------|------------------|----------------|
| | | Consul- tation | Téléchargement | | Inter- façage (RE- WS) | | | |
| | | | .csv | .xml | | | | |
| 32 | <input type="checkbox"/> | Adresse de domicile | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 33 | <input type="checkbox"/> | Date de déménagement | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 34 | <input type="checkbox"/> | Identificateur de bâtiment (EGID) | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 35 | <input type="checkbox"/> | Catégorie de ménage | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 36 | <input type="checkbox"/> | Identificateur de logement (EWID) | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 37 | <input type="checkbox"/> | Numéro de ménage | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 38 | <input type="checkbox"/> | Appartenance religieuse | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 39 | <input type="checkbox"/> | Langue de correspondance | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 40 | <input type="checkbox"/> | *Nom du conjoint(e) ou du/de la partenaire enregistré(e) | ✓ | • | ✓ | ✓ | | |
| 41 | <input type="checkbox"/> | *Prénom du conjoint(e) ou du/de la partenaire enregistré(e) | ✓ | • | ✓ | ✓ | | |
| 42 | <input type="checkbox"/> | *Date de naissance du conjoint(e) ou du/de la partenaire enregistré(e) | ✓ | • | ✓ | ✓ | | |
| 43 | <input type="checkbox"/> | *Sexe du conjoint(e) ou du/de la partenaire enregistré(e) | ✓ | • | ✓ | ✓ | | |
| 44 | <input checked="" type="checkbox"/> | *Nom des enfants mineurs | ✓ | • | • | • | | ✗ |
| 45 | <input checked="" type="checkbox"/> | *Prénom des enfants mineurs | ✓ | • | • | • | | ✗ |
| 46 | <input checked="" type="checkbox"/> | *Date de naissance des enfants mineurs | ✓ | • | • | • | | ✗ |
| 47 | <input type="checkbox"/> | *Lieu de naissance des enfants mineurs | ✓ | • | • | • | | |
| 48 | <input checked="" type="checkbox"/> | *Sexe des enfants mineurs | ✓ | • | • | • | | ✗ |
| 49 | <input type="checkbox"/> | *Nom et prénoms actuels du père (si dans même commune) | ✓ | • | ✓ | ✓ | | |
| 50 | <input type="checkbox"/> | *Nom et prénoms actuels de la mère (si dans même commune) | ✓ | • | ✓ | ✓ | | |
| 51 | <input type="checkbox"/> | *Nom et prénoms du père à la naissance de l'enfant | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |
| 52 | <input type="checkbox"/> | *Nom et prénoms de la mère à la naissance de l'enfant | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | | |